

PRÉFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DCPI-BICPE/GP

**Arrêté préfectoral confiant à l'ADEME l'exécution
d'office de la mise en sécurité du site TRAITEX
INDUSTRIE à MERVILLE**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 511-1, et L. 512-39 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L.411-2 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 portant délégation de signature à M. Nicolas VENTRE, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu les différentes décisions administratives autorisant la société TRAITEX INDUSTRIE – siège social : 11 chemin des Moulins Glos - 14100 GLOS – à exploiter une teinturerie sur le territoire de la commune de MERVILLE – 46 rue des Capucins ;

Vu la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – chaîne de responsabilités – défaillance des responsables ;

Vu le courrier réceptionné le 24 juin 2015 de Maître Jérôme Theetten, liquidateur judiciaire, dans lequel il informe le préfet du Nord de l'ouverture le 21 avril 2015 d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la société TRAITEX INDUSTRIE à MERVILLE et de sa nomination en tant que liquidateur judiciaire ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 août 2015 mettant en demeure Maître Jérôme Theetten, liquidateur judiciaire de la société TRAITEX INDUSTRIE, de procéder à :

- la mise en sécurité du site : évacuation des produits dangereux et gestion des déchets présents sur le site ; interdictions ou limitations d'accès au site, suppression des risques d'incendie et d'explosion, surveillance des effets de l'installation sur son environnement dans un délai de 1 mois ;
- la réalisation de plans du site, d'études et de rapports sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site dans un délai de 1 mois ;
- la description des mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation dans un délai de 4 mois.

Vu l'arrêté de consignation en date du 15 février 2017 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 12 avril 2018 constatant l'inobservation des prescriptions imposées ;

Vu la proposition technico-économique transmise par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie le 24 mai 2018 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 18 octobre 2018 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 juin 2019 ;

Considérant que la situation constatée porte un grave préjudice aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que suite à l'émission par l'administrateur des Finances Publiques d'un titre d'admission en non valeur de la consignation le 30 juin 2017, ce site est reconnu « responsable défaillant » ;

Considérant que toutes les autres procédures administratives possibles ont été engagées sans que le préjudice causé à l'environnement ait pu être réparé ;

Considérant qu'il y a lieu, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de prescrire la réalisation d'office des travaux nécessaires afin de garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code, et de confier ces travaux à l'ADEME, comme la circulaire ministérielle du 26 mai 2011 susvisée en prévoit la possibilité ;

Considérant que Maître Jérôme THEETTEN en qualité de mandataire judiciaire de la société TRAITEX INDUSTRIE a été préalablement informé de la mise en œuvre de la procédure d'exécution d'office des travaux et a été en mesure de présenter ses observations ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

Il est procédé, aux frais de la société TRAITEX INDUSTRIE, ou de toute autre personne physique ou morale responsable du site, pour son établissement situé sur le territoire de la commune de MERVILLE – 46 rue des Capucins, représentée par Maître Jérôme Theetten, en qualité de mandataire judiciaire, domicilié 58 Avenue Guynemer à Marcq-en-Baroeul (59700), à l'exécution des travaux de mise en sécurité fixés par le présent arrêté sur le site TRAITEX INDUSTRIE à MERVILLE :

- caractérisation des eaux présentes dans les réseaux de l'ancien atelier de teinture, de la fosse enterrée et des bassins de traitement des effluents et élimination. Si la caractérisation révèle la présence de contaminant, les eaux seront évacuées et éliminées ;

- réalisation d'une vérification de la vidange, du nettoyage et de la neutralisation des 2 anciennes cuves à carburant. Si la vérification révèle qu'aucune intervention n'a été réalisée sur les cuves à carburants, elles sont vidangées, nettoyées et neutralisées ;

- identification de l'ensemble des déchets présents sur le site et leur élimination au sein d'installations dûment autorisées ;

- mise en sécurité du puits de l'usine.

Les déchets doivent être éliminés, selon des filières adaptées, dans des installations dûment autorisées à cet effet.

Article 2

L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) est chargée de l'application de la présente décision d'exécuter ou de faire exécuter les travaux prescrits à l'article 1.

Article 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément préservés.

Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- Recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- Et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du Code de l'Environnement, dans un délai de **quatre mois** à compter de :

a) L'affichage en mairie ;

b) La publication de la décision sur le site internet des Services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 5 : Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de MERVILLE ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ;
- Monsieur le Trésorier Payeur Général du Nord ;
- Maître Jérôme THEETTEN en sa qualité de mandataire judiciaire.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de MERVILLE et pourra y être consulté ; une copie de l'arrêté sera affichée à la mairie de MERVILLE pendant une durée minimum de 4 mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe>) pendant une durée minimale de quatre mois ;
- l'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 26 NOV. 2019

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint

Nicolas VENTRE

